



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DU PROGRAMME

Quatre-vingt-quinzième session

Rome, 8 – 12 mai 2006

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE ENVOYÉ AUX ÉTATS MEMBRES SUR LE RÔLE DE LA FAO

I. Introduction

1. Comme le Comité s'en souviendra, au cours du premier semestre 2005, le Secrétariat a entrepris un examen de la réponse de la FAO à la Déclaration du Millénaire et, sur la base de ces résultats, il a publié un document de synthèse illustrant une stratégie destinée à renforcer la contribution de l'Organisation aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il en a conclu que les membres de la FAO devaient être invités à exprimer leur opinion sur le rôle de la FAO face à leurs propres efforts pour réaliser ces objectifs, ainsi que sur les services qu'ils pensent pouvoir attendre de l'Organisation à l'avenir. Cette initiative avait pour but de garantir que la FAO continue à jouer un rôle utile et de renforcer son aptitude à faire face aux besoins des membres dans le contexte de l'évolution des priorités nationales et mondiales et en particulier à atteindre les objectifs internationaux fixés dans le cadre des OMD. Cette enquête devait également permettre d'obtenir des données utiles à la révision de la documentation sur la planification stratégique.

2. Un questionnaire (joint au présent document) a donc été envoyé à tous les États Membres le 5 mai 2005. Le 5 août, un message leur a été communiqué prolongeant la date limite pour la réponse au 15 septembre 2005. À sa session de septembre 2005, le Comité s'est enquis de la situation et il a été informé qu'une synthèse des résultats serait communiquée aux États Membres en temps opportun. Cette synthèse figure dans la présente note d'information.

II. Plan du questionnaire

3. Le questionnaire comprenait trois sections portant respectivement sur: les trois objectifs communs des membres énoncés dans le Cadre stratégique 2000-2015; le rôle de la FAO par rapport aux OMD (Objectifs du Millénaire pour le développement); et le type de services attendus de l'Organisation.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

4. Plus précisément, dans la Section I, les membres étaient invités à indiquer s'ils jugeaient toujours pertinents les trois objectifs communs qui peuvent en gros être résumés comme suit: *accès à la nourriture, agriculture et développement rural durables et préservation des ressources naturelles*. Les pays pouvaient également formuler des propositions pour leur révision.
5. Dans la Section II, les membres étaient tout d'abord invités à donner leur avis sur l'appui que la FAO devait fournir à ses États membres pour les aider à atteindre les huit Objectifs du Millénaire pour le développement. Il convient de rappeler que, bien que les OMD ne constituent pas un programme de développement en soi, ni ne couvrent tous les domaines d'activité de la FAO, ils sont largement acceptés comme priorité pour une action au niveau national. Les OMD ont également été adoptés au sein du système des Nations Unies comme un moyen d'intégrer les efforts visant à aider les pays à réaliser des objectifs s'insérant dans un calendrier précis. En répondant à cette question, les pays interrogés pouvaient choisir entre trois catégories d'importance: élevée, moyenne et faible. En second lieu, dans la même section, ils étaient invités à formuler des observations sur l'importance relative du type de services attendus pour la réalisation des OMD, tels que: avis en matière de politiques, appui technique et appui opérationnel.
6. À la Section III, les membres sont invités à remplir un tableau classant par ordre d'importance les services qu'ils souhaitent obtenir de la FAO, par discipline technique, et pour chacune de ces disciplines ils indiquent l'importance accordée: aux *avis en matière de politiques*, à *l'appui technique*, à *l'appui opérationnel* ou aux *services au niveau mondial*, en les classant une fois encore en fonction de leur importance: *élevée, moyenne et faible*.
7. La définition des services au niveau mondial était la suivante: collecte, analyse et diffusion d'informations; évaluation et suivi des données sectorielles et sous-sectorielles; élaboration de codes, de normes et d'accords. Les disciplines citées sont résumées à la figure 3 et entrent dans différents groupes: disciplines intersectorielles (éducation et formation, recherche et vulgarisation); gestion et utilisation durable des ressources naturelles dans le cadre d'une approche intersectorielle (bioénergie, biosécurité); gestion et utilisation durable des ressources naturelles sur une base sectorielle (production animale, aquaculture); questions socioéconomiques (sécurité alimentaire et nutrition, parité hommes-femmes); et secours d'urgence et relèvement (prévention des catastrophes).
8. Les pays pouvaient également indiquer leur opinion dans une *autre* catégorie générale, mentionnant par exemple: les agroentreprises, la transformation agricole et la commercialisation; le commerce des denrées agricoles, la valeur ajoutée et le renforcement des capacités pour une participation au système commercial multilatéral; ou d'autres disciplines à préciser.
9. Outre les réponses aux questions bien définies figurant aux Sections I à III, les membres pouvaient fournir un exposé descriptif.

III. Taux de réponse

10. Comme il est d'usage pour ce type de communication, le questionnaire a été adressé sous couvert d'une note verbale à l'autorité gouvernementale désignée comme point de contact officiel pour la correspondance avec la FAO. Toutefois, compte tenu du type d'information demandé, les réponses devaient nécessiter la collaboration de plusieurs ministères.
11. Le questionnaire invitait à procéder de préférence par consultations internes pour obtenir une opinion groupée pour tous les ministères concernés par les domaines de compétence de la FAO. De fait, certains pays ont agi ainsi, comme l'indique leur réponse au questionnaire. Toutefois, d'autres pays ont fourni chacun de multiples réponses. Dans ce cas, une moyenne a été établie pour obtenir une réponse unique par pays (voir ci-dessous).
12. Le taux de réponse a été le suivant:
 - 128 réponses ont été reçues de 90 pays;
 - 48 pour cent des membres ont répondu au questionnaire.

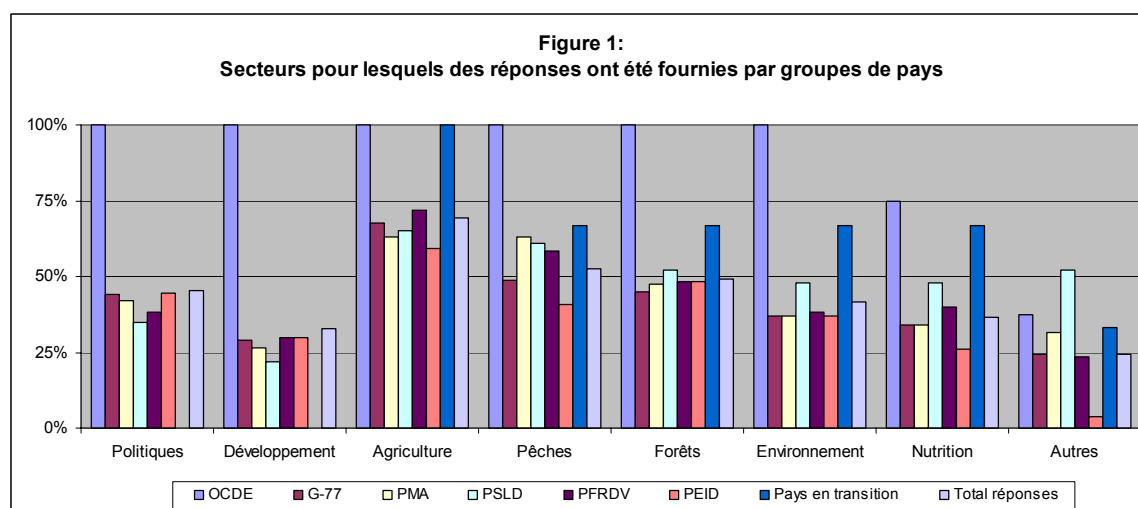
13. Pour ce type d'enquête, on peut considérer que ce taux de réponse est satisfaisant. La répartition par région (c'est-à-dire par groupements régionaux de la FAO) des réponses reçues et des pays ayant fourni une réponse, est résumée au tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1: Taux de réponse par région de la FAO

Région	Pays de la région	Pays ayant répondu	Pourcentage
Afrique	44	24	55%
Asie et Pacifique	43	20	47%
Europe	44	6	14%
Amérique latine/Caraïbes	33	24	73%
Amérique du Nord	2	2	100%
Proche-Orient	21	14	67%
Total	187	90	48%

14. On notera que le taux de réponse relativement faible pour l'Europe est dû au fait que ni les pays membres de l'Union européenne ni les pays de l'ex-Union soviétique n'ont répondu au questionnaire.

15. Le taux de réponse « par secteur » présente également un certain intérêt. Dans le questionnaire, les pays étaient invités à indiquer les secteurs couverts (politiques et planification; coopération pour le développement et finances; agriculture; pêches; forêts; environnement; nutrition; autres). La figure 1 ci-dessous illustre l'ensemble des secteurs couverts par les réponses, regroupés par principaux groupes de pays. L'agriculture, les pêches, les forêts et l'environnement sont les secteurs pour lesquels il y a eu le plus de réponses.



IV. Analyse des résultats

A. MÉTHODE

16. Pour analyser les réponses, il a été procédé à un examen manuel de chaque questionnaire rempli, parallèlement à l'élaboration d'une base de données informatisée pour collecter toutes les données et obtenir des résultats d'ensemble (tableaux et diagrammes) pour les différents domaines d'intérêt. Comme le montre la figure 1 ci-dessus, on a analysé les résultats par groupes de pays (pouvant éventuellement se recouper), à partir des listes officielles: Organisation de coopération et

de développement économiques (OCDE), G-77, pays les moins avancés (PMA), pays sans littoral en développement (PSLD), pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), petits États insulaires en développement (PEID) et pays en transition.

17. Afin de pouvoir regrouper les réponses par groupes de pays, il a été nécessaire de convertir les classements par priorité (élevée, moyenne ou faible) en valeur numérique de la façon suivante:

Priorité élevée	→	Valeur 2
Priorité moyenne	→	Valeur 1
Priorité faible	→	Valeur 0

18. Cette méthode a également permis de formuler une réponse unique par pays lorsque les pays ont fourni plusieurs réponses reflétant les opinions des différents ministères. Ainsi, si un pays a fourni trois réponses: priorité élevée, élevée, moyenne, pour la même question, la réponse globale pour le pays a été calculée comme la moyenne entre les valeurs correspondantes (2, 2 et 1), c'est-à-dire 1,67. Cette technique est appliquée dans tous les tableaux et graphiques contenus dans le présent document.

B. OBSERVATIONS DES PAYS

19. Avant d'examiner les principaux résultats concernant les Sections I, II et III du questionnaire, il est utile de citer les observations les plus significatives fournies par les pays.

- L'OCDE:
 - a) a demandé comment ce questionnaire s'insérait dans le cadre de l'Évaluation externe indépendante de la FAO et de la révision du Cadre stratégique de l'Organisation;
 - b) a souligné l'importance et l'avantage comparatif unique de la FAO dans ses activités normatives (quatre pays);
 - c) a souligné la nécessité de maintenir l'équilibre entre activités normatives et opérations de terrain;
 - d) a indiqué que, malgré leur importance fondamentale, les OMD ne fournissaient pas un cadre global pour le développement et ne couvraient pas tous les domaines d'activité prioritaires de la FAO;
 - e) a indiqué que les huit OMD pouvaient se recouper;
 - f) a souligné que la FAO devait: a) concentrer son action sur les domaines d'activité pour lesquels elle offre un « avantage comparatif » et b) accroître sa collaboration avec ses partenaires.

Deux pays ont indiqué que le classement qu'ils avaient fourni dans leur réponse correspondait aux priorités du mandat de la FAO plutôt que de son rôle général, à l'échelle mondiale (par exemple, les questions de parité hommes-femmes peuvent être jugées d'une grande importance dans les activités de la FAO, mais la FAO n'est pas une institution chef de file dans ce domaine).

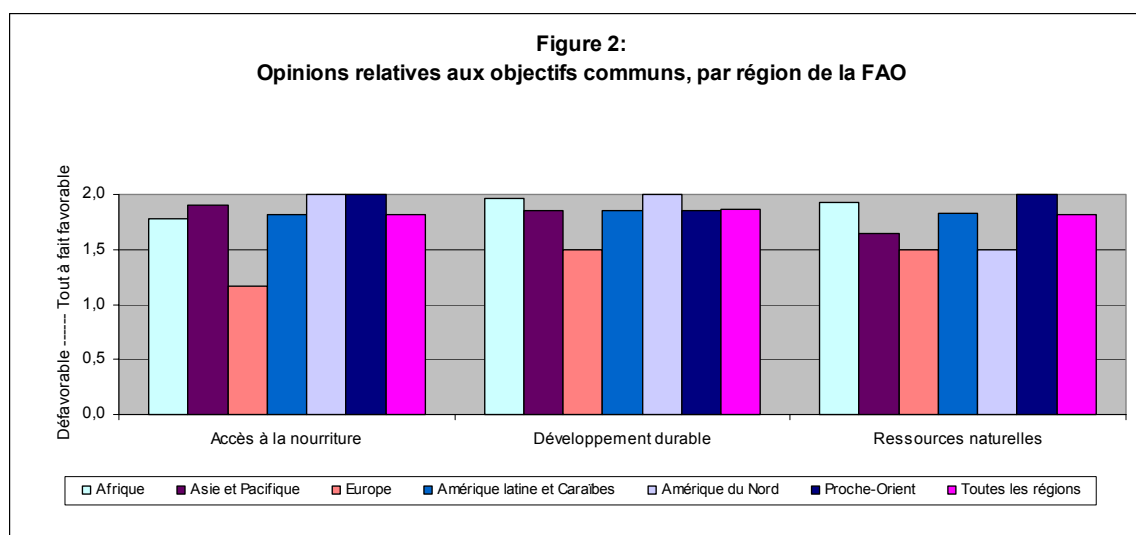
- Le G-77:
 - a) a souligné la nécessité d'un soutien fort et continu de la part de la FAO, tant pour atteindre les OMD que dans des domaines plus généraux;
 - b) a exprimé sa préoccupation face au délai fixé pour la réalisation des OMD;
 - c) a proposé que les objectifs communs des membres (par exemple dans le Cadre stratégique de la FAO) soient modifiés pour inclure le concept de « réduction de moitié de la pauvreté et pas uniquement de la faim »;
 - d) s'est exprimé en particulier sur les questions de libéralisation du commerce et d'accès aux marchés;

- e) a observé une forte corrélation entre la durée des activités (de l'Organisation) et l'incidence de celles-ci;
- f) s'est inquiété du faible niveau de financement de la FAO et de la trop forte centralisation des prises de décisions;
- g) a indiqué que la FAO devrait promouvoir le développement de l'infrastructure pour améliorer la productivité et des investissements privés pour soutenir les activités et le secteur de la transformation.

Deux pays ont souligné la nécessité pour la FAO: a) de centrer son action sur les domaines d'activité dans lesquels elle présente un « avantage comparatif » et b) d'accroître sa collaboration avec ses partenaires (observation également formulée par certains pays de l'OCDE).

C. SECTION I

20. En ce qui concerne la Section I, la principale conclusion est que les membres estiment généralement que les objectifs communs du Cadre stratégique 2000-2015¹ restent pertinents, comme l'indique la figure 2 ci-dessous. Parmi les trois objectifs, le développement durable est perçu par l'ensemble des membres comme étant le plus pertinent, suivi de près par les ressources naturelles et l'accès à la nourriture. Pour ce qui est des groupements régionaux de la FAO, les pays du Proche-Orient sont les plus fermement convaincus de la validité des trois objectifs communs, tandis que les pays d'Europe qui ont répondu sont ceux qui y sont le moins favorables.



¹ Les objectifs communs des membres sont les suivants:

- L'accès de tous à une nourriture saine et nutritive, en quantité suffisante, de manière à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015.

- La contribution constante de l'agriculture et du développement rural durables au progrès économique et social et au bien-être de tous.

- La préservation, l'amélioration et l'utilisation des ressources naturelles, qui incluent les terres, l'eau, les forêts, les pêches et les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

D. SECTION II

- Soutien de la FAO à la réalisation des huit OMD

21. Les résultats de l'enquête interne relative aux OMD², présentés à la session de mai 2005 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, indiquaient que la FAO consacrait plus de la moitié de son effort total (Programme ordinaire et fonds extrabudgétaires) à la réalisation de l'OMD 1, l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim. Environ un cinquième de ses activités était dirigé vers l'OMD 7: environnement durable et un pourcentage inférieur, mais toujours significatif (6 pour cent) vers l'OMD 8: le partenariat mondial, comprenant un système commercial ouvert. Il est intéressant de noter que, d'après les réponses au questionnaire, les membres considèrent le rôle de la FAO comme étroitement lié aux OMD 1, 7 et 8.

- Importance que les membres attachent au type de services fournis pour la réalisation des OMD

22. En ce qui concerne les *types de services* attendus (avis en matière de politiques, appui technique, appui opérationnel) pour aider les membres à réaliser les OMD, *l'appui technique* est le service le plus fréquemment cité (comme l'indique son classement élevé), suivi par *les avis en matière de politiques* et *l'appui opérationnel*. Les pays d'Amérique du Nord ont cité les *avis en matière de politiques* comme la contribution la plus importante apportée par la FAO. Les pays d'Europe ont cité *les avis en matière de politiques* à un rang pratiquement aussi élevé que ceux d'Amérique du Nord. En ce qui concerne l'ensemble des membres, l'Europe et l'Amérique du Nord ont classé au niveau le plus bas *l'appui opérationnel*.

E. SECTION III

23. À la Section III, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord qui ont répondu ont souligné avant tout l'importance des services au niveau mondial. Les autres régions ont estimé que les quatre types de services étaient d'importance pratiquement égale, l'appui technique bénéficiant d'un classement légèrement plus élevé que les avis en matière de politiques et les services au niveau mondial, tandis que l'appui opérationnel est cité en dernier lieu. Il est intéressant de noter la demande relativement importante de services au niveau mondial exprimée par l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et le Proche-Orient, ce qui indique que les membres appartenant aux régions en développement accordent une importance croissante à la contribution de la FAO dans des domaines comme la fixation des normes et la collecte, l'analyse et la diffusion des informations.

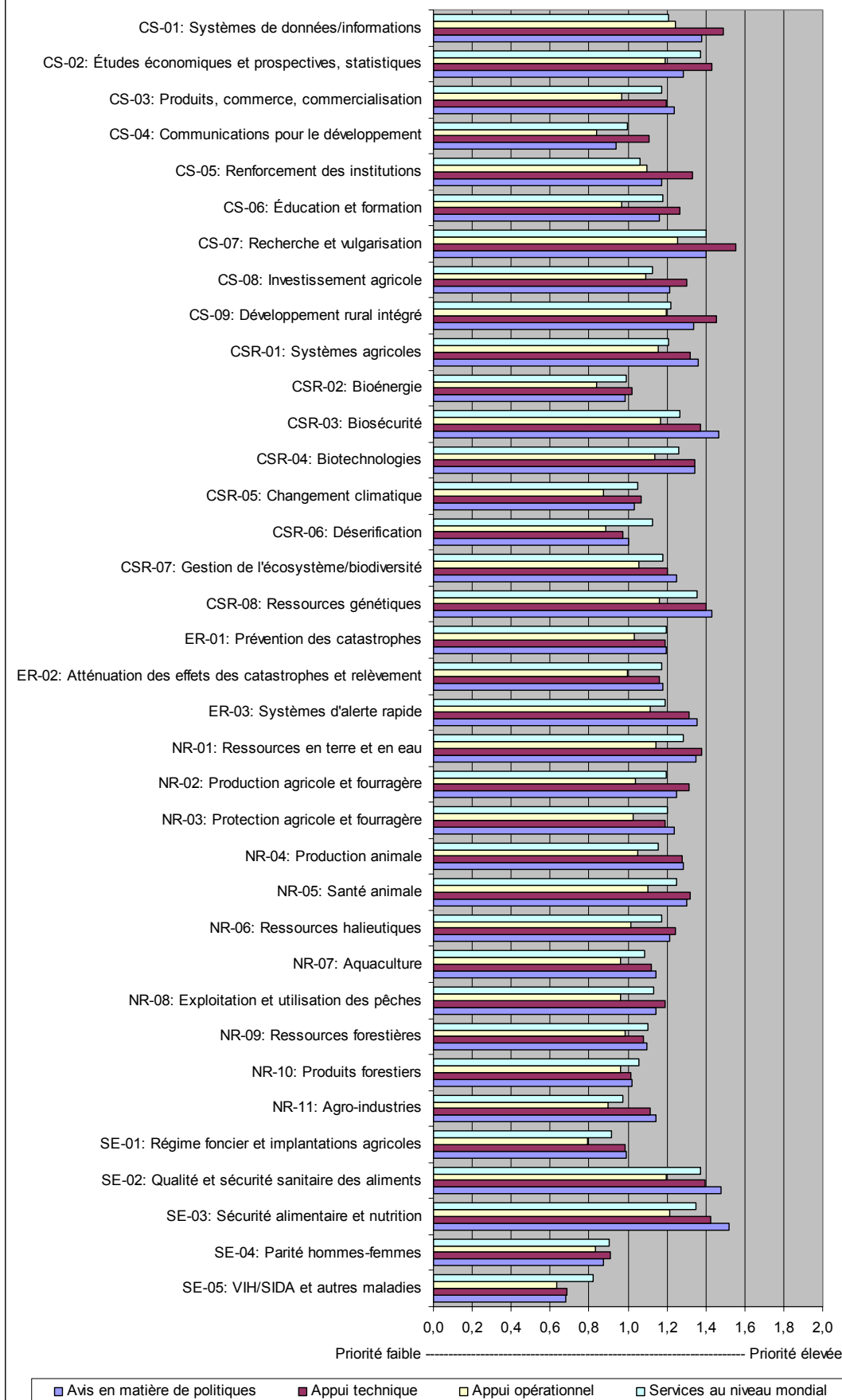
24. La demande de services de la FAO par discipline fait apparaître des diversités selon les régions. Toutefois, plusieurs disciplines sont considérées par beaucoup de régions comme ayant une grande importance. Par exemple, les disciplines citées parmi les cinq premières par de nombreuses régions sont les suivantes:

- Sécurité alimentaire et nutrition – citée au premier ou au deuxième rang par l'Afrique, l'Asie, le Proche-Orient, l'Amérique du Nord
- Qualité et sécurité sanitaire des aliments – Asie, Europe, Amérique du Nord
- Développement rural intégré – Afrique, Amérique latine, Amérique du Nord
- Santé animale – Europe, Proche-Orient
- Recherche et vulgarisation – Afrique, Asie, Proche-Orient
- Biosécurité – Asie, Europe, Amérique latine
- Ressources génétiques – Afrique, Europe

25. La Figure 3 indique le schéma général des demandes exprimées par les membres.

² Les huit OMD sont les suivants: OMD 1: Pauvreté et faim; OMD 2: Enseignement primaire universel; OMD 3: Parité hommes-femmes; OMD 4: Mortalité infantile; OMD 5: Santé maternelle; OMD 6: Lutte contre les maladies; OMD 7: Environnement durable; OMD 8: Partenariats mondiaux, y compris système commercial ouvert.

**Figure 3: Services attendus de la FAO
(réponses des membres de la FAO dans leur ensemble)**



V. Conclusion

26. L'enquête a donné des résultats utiles qui ont à la fois confirmé la validité des objectifs et de l'orientation globale des activités de la FAO et indiqué une évolution des besoins des membres en ce qui concerne les services de l'Organisation, mettant en lumière les variations de la demande selon les régions et les pays à des niveaux de développement différents. Le Secrétariat estime que ces résultats sont très intéressants et serviront à établir les priorités et les programmes futurs.